

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	61	19

N° de la séance : 22

Objet de la délibération : Coordination Administrative et Etudes - Approvisionnement en eau potable et Assainissement collectif et non collectif commune de Châteauneuf Grasse - Principe de la concession de service public

 Original
■ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.093

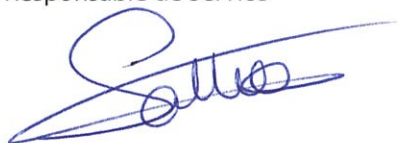
Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

La gestion des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif sur le territoire de la commune de Châteauneuf de Grasse a été confiée :

- Par contrat de délégation de service public enregistré en sous-préfecture de Grasse le 31 mars 2006 à la société Lyonnaise des Eaux France, devenue désormais SUEZ Eaux France (service public de distribution de l'eau potable) ;
- Par contrat de délégation de service public enregistré en sous-préfecture de Grasse le 31 mars 2006 à la société Lyonnaise des Eaux France, devenue désormais SUEZ Eaux France (service public d'assainissement collectif) ;
- Par contrat de délégation de service public enregistré en sous-préfecture de Grasse le 31 janvier 2014 à la société Lyonnaise des Eaux France, devenue désormais SUEZ Eaux France (service public d'assainissement non collectif).

A compter du 1^{er} janvier 2020, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (ci-après la C.A.S.A.) est devenue compétente en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur son territoire, en lieu et place de ses communes membres, dont fait partie la commune de Châteauneuf Grasse.

En application de l'article L.1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'étant substituée à la commune de Châteauneuf Grasse en qualité d'autorité délégante à compter de cette date, la C.A.S.A. a :

- Prolongé les contrats de délégation de service public s'agissant de la gestion des services de distribution d'eau potable et d'assainissement collectif ;
- Conclu des marchés de prestations de services s'agissant de la gestion du service public d'assainissement non collectif.

L'ensemble des contrats précités arrivant prochainement à échéance, une réflexion d'ensemble visant les trois services publics et une démarche approfondie d'examen des différentes options et scénarii de gestion envisageables ont été engagées.

Par ailleurs, il est apparu cohérent d'uniformiser le mode de gestion du service public de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif.

Il appartient au Conseil Communautaire, conformément à l'article L.1411-4 du C.G.C.T., de se prononcer sur le choix du futur mode de gestion sur le territoire de la commune de CHATEAUNEUF GRASSE à compter du 1^{er} janvier 2022, qu'il s'agisse d'une exploitation en régie ou de la Délégation du Service Public.

Le rapport joint en annexe présente le contexte et les besoins de la C.A.S.A., les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, ainsi que les modes de gestion qu'il serait possible de retenir pour exploiter de tels services.

L'exploitant des services publics « Eau Potable » et « Assainissement collectif et non collectif » aura l'obligation de :

- Garantir la continuité du fonctionnement des services dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- Assurer l'exploitation, le contrôle et l'entretien des réseaux et infrastructures d'assainissement et d'eau potable ;
- Garantir la qualité de l'eau produite et distribuée ;
- Mettre en place une gestion performante du service sur les plans fonctionnel et patrimonial :
 - Système d'information géographique
 - Surveillance des réseaux (gestion des fuites)
 - Programmes de travaux (renouvellement et investissement)
 - Actions en matière de développement durable ;
- Assurer la gestion des abonnés :
 - Etablissement de la facturation et du recouvrement des impayés
 - Accueil physique et gestion des appels
 - Actions de communication.

L'exploitation du service public d'eau potable et de l'assainissement requérant une compétence et une expertise particulières, il a été jugé opportun d'en confier la gestion à une structure qui dispose des compétences techniques et humaines, la C.A.S.A. conservant un devoir et un pouvoir de contrôle sur le bon fonctionnement du service et, éventuellement, de sanction en cas de manquements aux obligations contractuelles.

Compte tenu de la durée du contrat envisagé de 7 ans, le montant de la concession est évalué à 8 700 000 euros pour la période.

Ce projet a recueilli l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 17 juin 2021.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le recours à la Concession de Service Public unique pour la gestion du service public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif sur le territoire de la Commune de CHATEAUNEUF GRASSE, dans les conditions de durée et modalités proposées dans le rapport joint en annexe ;
- d'approuver le périmètre de la concession et le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, tels qu'ils sont définis dans le rapport précité, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions de l'article L.1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
Adopte la délibération à 70 voix pour, 1 abstention (Mme M. MURATORE), APPROUVE :**

- le recours à la Concession de Service Public unique pour la gestion du service public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif sur le territoire de la Commune de CHATEAUNEUF GRASSE, dans les conditions de durée et modalités proposées dans le rapport joint en annexe ;
- le périmètre de la concession et le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, tels qu'ils sont définis dans le rapport précité, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions de l'article L.1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**Rapport de présentation sur le choix du futur mode de gestion des services publics d'eau potable,
d'assainissement collectif et non collectif sur le territoire de la commune de CHATEAUNEUF GRASSE
(Article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales)**

SOMMAIRE

I.	PREAMBULE	4
II.	ETAT DES LIEUX DES SERVICES D’EAU POTABLE ET D’ASSAINISSEMENT	6
II.1.1	Données quantitatives sur les abonnés du service	6
II.1.2	Patrimoine technique	6
	Bilan annuel ressources / distribution	8
	Indicateurs de performance technique	8
II.1.3	Synthèse des indicateurs de performance	8
	Obligations contractuelles techniques du délégataire	11
II.1.4	Fond de renouvellement	11
II.1.5	Travaux concessifs	12
II.1.6	<i>Données quantitatives sur les abonnés du service</i>	13
II.1.7	<i>Patrimoine technique</i>	13
II.1.8	<i>Volumes facturés</i>	14
	Indicateurs de performance technique	14
II.1.9	<i>Synthèse des indicateurs de performance</i>	14
	Obligations contractuelles techniques du délégataire	16
II.1.10	<i>Fond de renouvellement</i>	16
II.1.11	<i>Autres obligations techniques</i>	16
III.	PRESENTATION DES MODES DE GESTION	19
I.	Modes de gestion directe	19
A.	La Régie à simple autonomie financière	19
B.	La Régie à autonomie financière et personnalité morale	20
II.	MODES DE GESTION EXTERNALISEE	21
A.	Le marché public	21
B.	La Concession	22
III.	AUTRES FORMES DE GESTION	24
A.	La Société Publique Locale (SPL)	24
B.	La Société d’Economie Mixte Locale (SEML)	24
C.	La Société d’Economie Mixte à Opération unique (SEMOp)	25
D.	Les quasi-régies	25
IV.	Choix des scénarios	27
IV.	ANALYSE COMPARATIVE DES SCENARIOS	29
V.	ORIENTATION SUR LE MODE DE GESTION	31
VI.	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT DE DÉLÉGATION DES SERVICES PUBLICS D’EAU POTABLE ET D’ASSAINISSEMENT	32
A.	Objet	32
B.	Les missions confiées au concessionnaire	32
C.	Les conditions financières d’exploitation des services	32
D.	Le régime des responsabilités	33
E.	La durée du contrat	33

F.	Personnel	33
G.	Contrôle, pénalités et sanctions	33
H.	La fin du contrat.....	34
VII.	MODALITES DE PASSATION DU CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC	36

I. PREAMBULE

La gestion des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif sur le territoire de la commune de Châteauneuf de Grasse a été confiée :

- Par contrat de délégation de service public enregistré en sous-préfecture de Grasse le 31 mars 2006 à la société Lyonnaise des Eaux France, devenue désormais SUEZ Eaux France (service public de distribution de l'eau potable) ;
- Par contrat de délégation de service public enregistré en sous-préfecture de Grasse le 31 mars 2006 à la société Lyonnaise des Eaux France, devenue désormais SUEZ Eaux France (service public d'assainissement collectif) ;
- Par contrat de délégation de service public enregistré en sous-préfecture de Grasse le 31 janvier 2014 à la société Lyonnaise des Eaux France, devenue désormais SUEZ Eaux France (service public d'assainissement non collectif).

A compter du 1^{er} janvier 2020, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (ci-après la C.A.S.A.) est devenue compétente en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur son territoire, en lieu et place de ses communes membres, dont fait partie la commune de Châteauneuf Grasse.

S'étant substituée à la commune de Châteauneuf Grasse en qualité d'autorité délégante à compter de cette date, la CASA a :

- Prolongé les contrats de délégation de service public s'agissant de la gestion des services de distribution d'eau potable et d'assainissement collectif ;
- Conclu des marchés de prestations de services s'agissant de la gestion du service public d'assainissement non collectif.

Six avenants au contrat de distribution d'eau potable ont été approuvés et sont détaillés ci-après :

- Avenant n°1 qui a eu pour objet la révision de la rémunération du Délégataire, enregistré à la sous-préfecture le 19 octobre 2007 ;
- Avenant n°2 qui a eu pour objet le programme de travaux concessifs complémentaires, révision de la rémunération du Délégataire, enregistré à la sous-préfecture le 11 mai 2011 ;
- Avenant n°3 qui a eu pour objet l'intégration des dispositifs de la Loi Warsmann, la mise en œuvre de la réforme de la réglementation visant la prévention des dommages causés aux réseaux lors de travaux, ainsi que la mise à jour du Bordereau des Prix Unitaires, enregistré à la sous-préfecture le 02 mai 2014 ;
- Avenant n°4 qui a eu pour objet la mise en place de tranches tarifaires de consommation pour la partie proportionnelle du prix de l'eau, enregistré à la sous-préfecture le 15 janvier 2016 ;
- Avenant n°5 qui a eu pour objet la prolongation du contrat, le déploiement d'un système de télé relève, la mise en place d'un portail internet et d'un suivi en temps réel du système de distribution, la révision de la formule d'actualisation, le bilan des engagements contractuels de renouvellement et des travaux concessifs, ainsi que la révision de l'économie du contrat avec une révision tarifaire, enregistré à la sous-préfecture le 03 janvier 2018 ;
- Avenant 6 qui a eu pour objet la prolongation du contrat jusqu'au 30 Juin 2021.

Quatre avenants au contrat d'assainissement collectif ont été approuvés et sont détaillés ci-après :

- Avenant n°1 qui a eu pour objet l'intégration des dispositifs de la Loi Warsmann, la mise en œuvre de la réforme de la réglementation visant la prévention des dommages causés aux réseaux lors de travaux, la mise à jour du Bordereau des Prix Unitaires, enregistré à la sous-préfecture le 02 mai 2014 ;

- Avenant n°2 qui a eu pour objet la mise en place de tranches tarifaires de consommation pour la partie proportionnelle du prix de l'eau, enregistré à la sous-préfecture le 15 janvier 2016 ;
- Avenant n°3 qui a eu pour objet la prolongation du contrat, le bilan des engagements contractuels de recherche des eaux claires parasites, des contrôles de conformité des branchements et de la mise en place d'un portail internet, ainsi que le bilan des engagements contractuels de renouvellement, enregistré à la sous-préfecture le 03 janvier 2018.
- Avenant n°4 qui a eu pour objet la prolongation du contrat jusqu'au 30 Juin 2021

Un avenant au contrat d'assainissement non-collectif a été approuvé, lequel a eu pour objet la prolongation du contrat jusqu'au 31 décembre 2020.

Depuis, deux marchés de prestations de services

- Un pour la période allant du 31/12/2020 au 12/05/2021 ont été conclus par la CASA »
- Un marché de prestations de service « PRESTATIONS DE CONTROLES DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIFS SITUEES SUR LE TERRITOIRE DE LA CASA » attribué à la société VEOLIA EAU, a été notifié le 12/05/2021 pour une durée de douze mois.

L'ensemble des contrats précités arrivant prochainement à échéance, une réflexion d'ensemble visant les trois services publics et une démarche approfondie d'examen des différentes options et scénarios de gestion envisageables ont été engagées.

Préalablement à la délibération du Conseil communautaire sur le choix du mode de gestion sur le territoire de la commune de Châteauneuf Grasse, la commission consultative des services publics locaux (L.1411-4 du CGCT) doit être consultée.

Le présent rapport a donc pour objet de fournir aux élus l'ensemble des éléments leur permettant de se prononcer sur le mode de gestion des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif à retenir

II. ETAT DES LIEUX DES SERVICES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

LES PRINCIPALES DONNEES CARACTERISANT LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE SUR CE TERRITOIRE SONT LES SUIVANTES :

II.1.1 DONNÉES QUANTITATIVES SUR LES ABONNÉS DU SERVICE

- *Population communale : 3 364 habitants (valeur INSEE 2016)*
- *Nombre d'abonnés : 1 832 abonnés (RAD 2019)*
- *Taux d'évolution du nombre d'abonnés sur les dernières années (tendance) :
Le nombre d'abonnés a connu une baisse en 2014-2015 puis une augmentation entre 2015 et 2019.*

II.1.2 PATRIMOINE TECHNIQUE

La majeure partie des données techniques disponibles proviennent du RAD 2019.

II.1.2.1 Réseau

- *Type : réseau est entièrement gravitaire*
- *Linéaire : 49 837 ml*
- *Nature des canalisations de distribution : Fonte (68%), PE (21%), PVC (10%)*
- *Diamètres : DN <50 à DN500 –majoritaires DN100-200 (47%), DN50-100 (29%).*
- *Nombre d'hydrants (bouches et poteaux) : 89 unités*

II.1.2.2 Branchements

- *Nombre de branchements :*

	2016	2017	2018	2019
Nombre de branchements	1 754	1 800	1 813	1 821

- *Problématique plomb : aucun branchement en plomb avant compteur*

II.1.2.3 Parc compteurs

- *Nombre de compteurs : 1 945 unités*
- *Renouvellement : 1068 compteurs remplacés en 2016 (soit 57 % du parc)
68 % du parc a moins de 5 ans et il reste encore 16 compteurs qui ont plus de 15 ans.*

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre					
Usage	Tranche d'âge	12 à 15 mm	20 à 40 mm	>40 mm	Total
Eau froide	A 0 - 4 ans	1 167	153	0	1 320
	B 5 - 9 ans	381	45	1	427
	C 10 - 14 ans	173	9	0	182
	D 15 - 19 ans	2	0	0	2
	E 20 - 25 ans	5	0	0	5
	F > 25 ans	1	0	0	1
	Inconnu	8	0	0	8
Total		1 737	207	1	1 945

II.1.2.4 Ouvrages

Ouvrages de production

La commune de Châteauneuf-de-Grasse est alimentée en eau par

- le canal du Foulon (droit d'eau de 8 l/s) via des achats d'eau en gros. L'eau provenant du canal du Foulon transite par Châteauneuf et est livrée en limite de commune depuis le réservoir de la Treille. Les eaux du Foulon sont désinfectées aux rayons UV (depuis la crise cryptosporidium de 2019) puis chlorées.
- Le SICASIL via l'usine de Châteauneuf (37 l/s soit 3197 m³/j) dans le cadre d'un accord avec la ville de Grasse. Cette eau fait l'objet d'un traitement complet. Ces eaux peuvent être refoulées dans le réservoir de la Treille, le reste étant livré gravitairement dans la conduite qui alimente le réservoir du Roure de la Gâche (commune de Grasse).

La commune ne dispose d'aucune ressource propre.

Ouvrages de stockage

La commune dispose de **1 réservoir de stockage**, le réservoir de la TREILLE, non enterré, d'une capacité de 2 400 m³.

- Intitulé et capacité de stockage

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Réservoir DE LA TREILLE	2 x 1200

- Traitement (chloration, autre, ...) : aucun traitement sur place
- Comptage en sortie : tous les départs depuis le réservoir sont équipés de débitmètres électromagnétiques ou de compteurs à tête émettrice
- Télégestion : système de télégestion Motorola avec transmetteur radio
- Etat général : site visité le 21/06/2020, voir fiche d'état des lieux jointe en annexe
- Capacité de stockage globale de la commune (jour) : 19,7 heures d'autonomie.

- *Etat du foncier (terrain communal ou privé, superficie concernée) : terrain sur parcelle privée (section AN n° 0201)*

Le réservoir de la Treille est une « plaque tournante » du dispositif de distribution de l'eau du SIEF aux communes de Châteauneuf Grasse, Opio et Valbonne. Avec le répartiteur des Adrets, il est au cœur du dispositif de répartition entre l'eau fournie par le SIEF et celle fournie par le SICASIL. Aujourd'hui l'ensemble est géré par le même délégataire, Suez, qui le pilote à distance, depuis son centre de supervision de Mougins. Si à l'avenir, la gestion du réservoir de la Treille devait être confiée à un autre délégataire que Suez, la gestion de l'ensemble pourrait s'avérer très compliquée voire impossible.

BILAN ANNUEL RESSOURCES/DISTRIBUTION

Le tableau suivant donne les résultats sur la période de relève.

	2016	2017	2018	2019	N / N-1
Volume importé (Foulon, SICASIL, Opio)	5 229 333	5 453 337	5 169 892	5 384 023	4,1%
Volume exporté (Grasse, valbonne, Opio, Le Rouret)	4 160 924	4 332 281	4 189 920	4 370 477	4,3%
Volume mis en distribution	1 068 409	1 121 056	979 972	1 013 546	3,4%
Volume consommé autorisé	642 732	620 474	725 174	719 737	-0,7%
Volume comptabilisé (facturé)	624 260	603 687	723 451	717 160	-0,9%

Le volume mis en distribution sur la commune de Châteauneuf Grasse ne concerne que 19% du volume importé, le restant étant exporté vers 4 communes limitrophes. Le réseau d'eau potable de Châteauneuf Grasse sert donc en grande partie de **réseau de transit** pour l'approvisionnement en eau des communes de Grasse, Le Rouret, Opio et Valbonne.

INDICATEURS DE PERFORMANCE TECHNIQUE

Les valeurs des indicateurs sont extraites du RAD 2019.

II.1.3 SYNTHÈSE DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Unité	2017	2018	2019
Qualité bactériologique des eaux distribuées [P101.1]	%	100%	100%	100%
Qualité physico-chimique des eaux distribuées [P102.1]	%	100%	100%	100%
Connaissance et gestion patrimoniale [P103.2B]	/120	100	120	120
Volume importé	m3/an	5 453 337	5 169 892	5 384 023
Volume exporté	m3/an	4 332 281	4 189 920	4 370 477
Volume consommé autorisé	m3/an	620 474	725 174	719 737
Indice linéaire de consommation (ILC)	m3/j/km	276,9	274,3	280,0
Rendement minimal à atteindre (Grenelle II)	%	85,0%	85,0%	85,0%
Rendement du réseau [P104.3]	%	90,8%	95,1%	94,5%
Volumes mis en distribution	m3/an	1 121 056	979 972	1 013 546
Volume consommé compabilisé	m3/an	603 687	723 451	717 160
Linéaire de réseau de distribution (hors branchements)	km	49,0	49,1	49,8
Indice linéaire des volumes non-comptés [P105.3]	m3/j/km	28,9	14,3	16,3
Indice linéaire des pertes en réseau ILP [P106.3]	m3/j/km	28,0	14,2	16,2
Taux moyen de renouvellement des réseaux [P107.2]	%	0,27%	0,73%	0,92%
Indice de protection de la ressource [P108.3]	%	NC	53%	NC

II.1.3.1 Qualité de l'eau

Aucune non-conformité microbiologique ou physico-chimique n'a été relevée en 2019 et durant les dernières années.

Nota :

- la commune de Châteauneuf Grasse n'ayant pas de ressource spécifique à son territoire, cet indicateur ne prend en compte que la qualité de l'eau distribuée et sur un nombre limité de paramètres.
- L'eau importée du SIEF a présenté, de décembre 2019 à mars 2020 un problème sanitaire à cause de la présence de cryptosporidium dans l'eau (parasite entraînant des diarrhées sévères) qui a obligé la préfecture à interdire la consommation d'eau directe au robinet. Le délégataire a pallié ce problème par apport d'eau en provenance du SICASIL, tandis que le SIEF a mis en place un traitement de l'eau par rayons UV.

II.1.3.2 Connaissance et gestion patrimoniale

Cet indicateur est passé à 120/120 en 2018, soit la note maximale pouvant être atteinte.

Dans son RAD 2019, le délégataire précise les points suivants :

- 100% du linéaire est enregistré dans le SIG
- la précision des canalisations en XYZ est effective pour 100% du linéaire

- 99,9% du linéaire précise le matériau et le diamètre de la canalisation
- 97,2% des canalisations sont datées

II.1.3.3 Rendement du réseau

Le rendement du réseau s'élève à 94,5 % en 2019 et à plus de 90 % en moyenne depuis 2015, soit au-dessus du rendement minimal imposé par l'avenant 5 du contrat dans le cadre du Grenelle II (85 %).

Cette valeur élevée n'est cependant pas significative de l'état réel du réseau de la commune, en raison de la très forte quote-part (80 %) des volumes transitant dans la commune de Châteauneuf et destinés à d'autres collectivités.

On peut malgré tout noter que ce rendement a été en constante progression ces dernières années, passant de 88 % en 2015 à 95,1 % en 2018 pour rebaisser à 94,5 % en 2019.

II.1.3.4 Indice linéaire de pertes en réseau

L'ILP objectif fixé par le contrat de délégation de service est de **12 m³/km/j**.

L'indice linéaire de pertes a constamment diminué ces dernières années passant de 34,9 m³/j/km en 2015 (625 460 m³ de perte en eau) à 14,2 m³/j/km en 2018 (254 485 m³ de perte en eau), soit une réduction des pertes de plus de la moitié, ce qui représente environ 371 000 m³ d'économisé.

Néanmoins cet indice a de nouveau augmenté à 16,3 m³/km/jour en 2019 (en corrélation avec le rendement du réseau). Il reste donc au-dessus de l'objectif fixé par le contrat et il reste globalement trop élevé.

L'indice linéaire de pertes reflète beaucoup mieux l'état des canalisations que le rendement dans le cas du réseau de Châteauneuf qui est majoritairement un réseau de transit. Dans le cas de Châteauneuf Grasse la perte en eau s'établit en 2019 à 296 265 m³ soit 41 % du volume consommé comptabilisé.

Dans ces conditions on pourrait dire que le véritable rendement du réseau est plus proche de 71 % que de 95 %

II.1.3.5 Taux moyen de renouvellement du réseau

Le taux de renouvellement en 2019 a été de **0,92%** soit 458 ml. Le taux moyen de renouvellement moyen depuis 2012 s'élève à **0.58% par an** (soit 284 ml/an).

Ces taux de renouvellement ne prennent en compte que le linéaire renouvelé par le délégataire dans le cadre de ces obligations contractuelles (voir chapitre suivant).

II.1.3.6 Protection de la ressource

L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource indiqué dans le RAD 2018 est de **53%**. Il n'est pas précisé pour 2019. Dans le cas de la commune de Châteauneuf-Grasse, cet indice reflète l'avancement de la démarche pour les ressources du SIEF et du SICASIL.

SUEZ donne des précisions sur cet indicateur dans le RAD 2018 :

L'indicateur P108.3 Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau a été mis à jour et calculé au prorata des volumes produits et prélevés dans les différentes ressources alimentant le réseau de distribution de la commune de Châteauneuf. Il représente donc le taux d'avancement de protection des sources du Foulon et des Fontaniers d'une part et des ressources alimentant le réseau du SICASIL d'autre part.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES TECHNIQUES DU DÉLÉGATAIRE

II.1.4 FOND DE RENOUVELLEMENT

Le contrat initial prévoyait un fond de renouvellement de 85 570 € HT/an décomposé comme suit (annexe 6 du contrat initial) :

	Quantité annuelle moyenne	Montant annuel moyen (€ HT)
Branchements	10 unités	15 000
Canalisations	185 ml	43 300
Accessoires de réseau		11 350
Réservoir		5 320
Compteurs	160 unités	10 600
TOTAL		85 570

Fond de renouvellement réalisé de 2006 à 2016

Ce fond de renouvellement a été appliqué de 2006 à 2016, soit pendant les 11 premières années du contrat initial. L'avenant 5 l'a remplacé par un nouveau fond de renouvellement décomposé comme suit (annexe 3 de l'avenant 5) :

	Quantité annuelle moyenne	Montant annuel moyen (€ HT) 2017	Montant annuel moyen (€ HT) 2018	Montant annuel moyen (€ HT) 2019	Montant annuel moyen (€ HT) 2020
Branchements	10 unités	16 770	16 770	16 770	12 850
Canalisations	470 ml	220 000	228 000	228 000	228 000
Accessoires de réseau		12 690	12 690	12 690	9 520
Réservoir		5 950	5 950	5 950	4 460
TOTAL		255 410	263 410	263 410	254 830

Fond de renouvellement prévu de 2017 à 2020

Le montant global du fond de renouvellement de 2006 à 2020 est donc de 1 970 330 € HT (euros constants).

L'annexe 3 de l'avenant 5 indique un linéaire de renouvellement de 470 ml par an soit un taux de renouvellement de 0,96 % annuel de 2018 à 2020 inclus.

Pour tenir ses engagements il faudra que le délégataire ai renouvelé 1 410 ml de réseau entre 2018 et 2020 inclus. Ayant renouvelé 817 ml en 2018 et 2019, il lui restera 593 ml à renouveler en 2020, ce qui représentera 1,2 % du linéaire total.

Notons que le cout du mètre linéaire de réseau renouvelé dans le tableau de l'annexe 3 de l'avenant 5 est de 228 000 € / 470 ml soit 485 €/ml. Cette valeur parait très élevée, on devrait être plus proche de 300 €/km.

II.1.5 TRAVAUX CONCESSIONS

Le tableau suivant récapitule les travaux concessions à charge du délégataire depuis 2006 :

	Quantité	Montant des travaux (€ HT)	Durée/ taux de financement (années/%)	Cout réel financé (€ HT)	Observation
Réhabilitation des branchements en plomb	260 unités	377 000	12 ans 5 %	516 312	Contrat initial
Renforcement du réseau RD4 Valbonne	1 159 ml	417 500	7 ans 6,5 %	532 863	Avenant 2

A noter que l'avenant 5 (annexe 5) a mis à jour le tableau d'amortissement des investissements concessions en réévaluant sur les 4 années supplémentaires de contrat le capital restant dû à fin 2017 (98 473 € HT refinancés sur 4 ans à 4,4 % sur 4 ans soit un cout réel de 109 626 € HT).

LES PRINCIPALES DONNEES CARACTERISANT LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT SUR CE TERRITOIRE SONT LES SUIVANTES :

II.1.6 Données quantitatives sur les abonnés du service

- *Population communale : 3 364 habitants (valeur INSEE 2016)*
- *Nombre d'abonnés :*

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'abonnés	846	858	863	879	895

- *Taux d'évolution du nombre d'abonnés sur les dernières années (tendance) :*
Le nombre d'abonnés assainissement est passé de 846 en 2015 à 895 en 2019 (1,3 % par an).

II.1.7 Patrimoine technique

II.1.7.1 Réseau

- *Type : réseau séparatif*
- *Linéaire : 14 814 ml dont 451 ml en refoulement et 276 ml de réseau pluvial*
- *Nature des canalisations de distribution : PVC/PP/PE (74%), Fonte/grès (10%), AC (< 3%)*
- *Nombre de regards : 430 unités*

II.1.7.2 Branchements

- *Nombre de branchements : aucune donnée disponible, si ce n'est à assimiler le nombre de branchements au nombre d'abonnés*

II.1.7.3 Ouvrages

Les effluents sont majoritairement acheminés vers la station d'épuration de Châteauneuf Grasse (97 %). Une infime partie (3 %) est acheminée vers la station d'épuration des Bouillides.

La station d'épuration de Châteauneuf Grasse ne fait pas partie du périmètre du contrat de DSP. Elle est actuellement exploitée par Véolia dans le cadre d'une prestation de service passée avec la CASA pour une période allant du 01/04/2020 au 31/12/2020.

Le réseau d'assainissement de Châteauneuf Grasse dispose de 2 postes de relevage dont les caractéristiques sont indiquées dans le tableau suivant :

	Année mise en service	Débit nominal (m3/h)	Puissance des pompes
Poste de Camp de Tende	1994	50	2 x 2,4 kW
Poste Le Pousson	1998	37	2 x 4,7 kW

Ces 2 postes sont équipés d'un trop-plein mais ne sont pas équipés d'un système de comptabilisation des effluents passant au trop-plein (charge < 120 kg DBO5/j).

Le réseau de Chateauneuf Grasse compte également un déversoir d'orage qui est équipé d'une détection de passage en surverse et d'une télésurveillance.

Les 2 postes ont fait l'objet d'une visite le 21/06/2020, en présence du délégataire (voir fiches d'état des lieux en annexe) ;

II.1.8 Volumes facturés

	2015	2016	2017	2018	2019	Moyenne
Volume assujéti à la redevance assainissement	180 445	177 931	175 434	210 433	193 590	187 567

Indicateurs de performance technique

Les valeurs des indicateurs sont extraites du RAD 2018.

II.1.9 Synthèse des indicateurs de performance

N°	Indicateur	Unité	2017	2018	2019
D201.0	Nombre d'habitants desservis	nombre	1555	1570	1599
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau des eaux usées	nombre	0	0	0
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	%	48,3%	48,7%	48,7%
P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	points [0-120]	39	39	39
P251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	nb/1000 hab	0	0	0
P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	nb/100 km	21	21	27,5
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	%	NC	NC	NC
P255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	points [0-120]	90	100	100

II.1.9.1 Connaissance et gestion patrimoniale

Cet indicateur est resté à 39/120 depuis 2014 à cause du critère « connaissance des diamètres et matériaux du réseau » qui n'atteint pas 100 % et qui ne permet pas de prendre en compte certains autres critères complémentaires selon la méthode de calcul officielle de cet indicateur.

Dans son RAD 2019, le délégataire précise les points suivants :

- % du linéaire dont la hauteur + largeur est renseignée = 90,1 %

- % du linéaire dont le matériau est renseigné = 86,8 %
- % du linéaire dont la datation est renseignée = 63,4 %
- % du linéaire dont le Z amont + Z aval est renseigné = 45,4%

Si on pouvait intégrer les critères complémentaires non pris en compte, l'ICGP atteindrait la valeur de 79/120.

II.1.9.2 Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curages

Ce nombre avait baissé en 2015 et 2016 et est revenu à la valeur de 2014.

Quatre points noirs sont identifiés : route de nice, chemin de l'Hubac, route d'Opio et place des Pins.

II.1.9.3 Taux moyen de renouvellement du réseau

Le taux de renouvellement n'a pas été communiqué dans les RAD 2018 et 2019. Il était de 0,5 % en 2014 et 2015. Il est inconnu depuis 2016.

Il est à noter que l'avenant 3 du 03/01/2018, donne quitus au délégataire concernant le programme de renouvellement au 31/12/2017. Il est donc probable que ce taux soit de 0 % depuis cette date.

II.1.9.4 Indice de connaissance des rejets au milieu naturel

Cet indice a régulièrement évolué depuis 2015 pour passer de 60 à 100/120 en 2018 et 2019.

Le réseau d'assainissement de Chateauneuf Grasse comporte 3 points de rejet potentiels au milieu naturel :

- Les 2 postes de relevage par leur trop-plein, mais qui ne sont pas équipés de détecteurs car la réglementation ne l'oblige pas
- Le déversoir d'orage qui est équipé d'un débitmètre de surverse et d'une télésurveillance

Obligations contractuelles techniques du délégataire

II.1.10 Fond de renouvellement

Le contrat initial prévoyait un fond de renouvellement de 7 230 € HT/an décomposé comme suit (annexe 6 du contrat initial) :

	Quantité annuelle moyenne	Montant annuel moyen (€ HT)
Branchements	2 unités	4 200
Postes de relevage		3 030
TOTAL		7 230

Ce fond de renouvellement a été appliqué de 2006 à 2017, soit pendant les 12 années du contrat initial. L'avenant 3 a donné quitus de ce plan de renouvellement au 31/12/2017, ce qui fait qu'il n'a pas été poursuivi dans le cadre de la prolongation du contrat.

II.1.11 Autres obligations techniques

Hormis les obligations techniques usuelles d'un contrat type de DSP (entretien et renouvellement), le contrat de DSP de Chateauneuf-Grasse et ses avenants ont introduit des obligations particulières sur les points suivants :

- Curage préventif
- Inspection télévisée du réseau
- Contrôle des branchements
- Plans du réseau
- Mise en place de services spécifiques

II.1.11.1 Curage préventif

Le contrat initial prévoyait les obligations suivantes :

- Curage préventif de 1/3 du linéaire de réseau (soit 4 325 ml / an)
- Curage des postes de relevage 4 fois par an (article 5.4.)

Le bilan des 5 dernières années donne les résultats suivants :

	2015	2016	2017	2018	2019	Moyenne
Linéaire de réseau curé (km)	2 553	3 757	2 999	4 204	3 728	3 448
% de linéaire curé préventivement	18%	26%	21%	29%	25%	23%
Nb de curages PR Camp de Tende	4	4	NC	2	1	
Nb de curages PR Le Pousson	2	2	NC	2	3	

On constate que le délégataire n'a pas complètement respecté ses obligations concernant le curage préventif du réseau et des postes de relevage.

A noter que lors de la visite du PR de Camp de Tende, la présence d'une quantité importante de graisses a été constatée et que ce poste n'avait manifestement pas été curé et nettoyé depuis un moment.

II.1.11.2 Inspection télévisée du réseau

L'avenant 3 du 03/01/2018 introduit une obligation d'ITV portée à 500 ml/an.

Le bilan des 5 dernières années donne les résultats suivants :

	2015	2016	2017	2018	2019	Moyenne
Linéaire de réseau ITV	0	372	25	0	0	79
Linéaire de réseau inspecté à pied	5 107	10 892	14 465	4 842	5 016	8 064
Linéaire total inspecté	5 107	11 264	14 490	4 842	5 016	8 144

On constate que si le délégataire n'a pas respecté ses obligations concernant le linéaire de réseau inspecté par vidéo.

II.1.11.3 Contrôle de conformité des branchements

L'avenant 3 du 03/01/2018 introduit de contrôle des branchements portée à 70 unités/an.

Le bilan de 2018 et 2019 donne les résultats suivants :

	2018	2019	Moyenne
Nombre de branchements conformes	10	223	117
Nombre de branchements non-conformes	2	28	15
Nombre de branchements conformes après travaux	0	9	5
Total de branchements enquêtés	12	260	136

On constate, qu'en moyenne, le délégataire a respecté ses obligations concernant le contrôle de conformité des branchements sur 2018 et 2019.

II.1.11.4 Plans du réseau

Le contrat initial (art. 81) prévoyait la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) ainsi que la remise des plans en fin de contrat sous une forme informatisée exploitable.

De fait, il apparaît, au travers de l'ICGP, d'une valeur maximale de 120/120 que cette obligation a été largement respectée.

Mise en place de services spécifiques

L'avenant 3 du 03/01/2018 a introduit l'obligation de la mise en place d'une plate-forme collaborative extranet « **Tout sur mes services** » permettant à la collectivité d'accéder facilement et rapidement à un certain nombre de données et d'indicateurs sur le service (données du contrat, interventions en cours, indicateurs de pilotage, cartographie du réseau, ...etc...)

A ce jour, cette plate-forme a été mise en place.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (ci-après la C.A.S.A.) est devenue compétente en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées sur son territoire, en lieu et place de ses communes membres, dont fait partie la Commune Châteauneuf Grasse.

Par délibération en date du 29 juin 2020, la Commune de Châteauneuf Grasse a sollicité une délégation des compétences en matière d'eau potable, d'assainissement collectif des eaux usées et non collectif. Dans le cadre de l'article 14 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement de la vie locale et à la proximité de l'action publique, un projet de convention de délégation entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.) et la Commune de Châteauneuf Grasse est en cours d'élaboration pour les compétences eau potable et assainissement collectif (collecte des eaux usées) et l'assainissement non collectif.

Ces services publics sont actuellement gérés au travers de deux contrats de DSP et une prestation de service (pour assainissement non collectif) qui arriveront à échéance le 30 juin 2021. Afin d'assurer la continuité des services au 1^{er} juillet 2021, la C.A.S.A. va établir des protocoles de continuité de service pour une durée de 6 mois. Le nouveau contrat de concession de service public débiterait donc au 1^{er} janvier 2022.

Le présent rapport a pour objet d'éclairer la C.A.S.A. sur le choix du mode de gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

Le rapport présente à ce titre :

- Les différents modes de gestion ;
- Les critères de choix entre les différents modes de gestion ;
- Les caractéristiques des prestations futures.

Au regard de ces éléments, il appartiendra ensuite au Conseil Communautaire de se prononcer sur le mode de gestion le plus adapté.

III. PRÉSENTATION DES MODES DE GESTION

La C.A.S.A. peut choisir de gérer ce service selon les modes suivants :

- Gestion directe : Régies à simple autonomie financière ou à personnalité morale ;
- Gestion déléguée : Concessions (de service ou de travaux), marchés publics, Sociétés Publiques Locales (SPL), Sociétés d'Economie Mixte Locales (SEML) et Sociétés d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOp).

I. MODES DE GESTION DIRECTE

Les modes de gestion directe se différencient les uns des autres par une plus ou moins grande autonomie du service public par rapport à la Collectivité. Dans cette gradation, on distingue deux types de structures :

- La régie dotée de la seule autonomie financière,
- La régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

A noter que la régie simple ne sera pas étudiée car la création d'une régie simple n'est plus possible depuis 1926 (décret-loi de 1926) pour les Services Publics à caractère Industriel et Commercial (SPIC) : les services publics d'eau potable, d'assainissement collectif des eaux usées et d'assainissement non collectif étant des SPIC (article L. 2224-11 du C.G.C.T).

Par ailleurs, l'exploitation du service pourra nécessiter le recours à la passation de marchés publics avec des prestataires extérieurs, selon les règles fixées par le code de la commande publique.

A. La Régie à simple autonomie financière

La régie dotée de la simple autonomie financière est prévue à l'article L. 2221-11 du C.G.C.T. et son régime est précisé par les articles L. 2221-12 à L.2221-14 et R. 2221-63 à R. 2221-94 du C.G.C.T.

Elle reste sous le contrôle de la Collectivité mais dispose d'organes propres de gestion :

- Création par délibération de l'assemblée délibérante (arrête et fixe les statuts et les moyens mis à disposition) ;
- Organes de gestion (sous l'autorité de la Collectivité) :
 - 1 directeur (le président reste l'ordonnateur de la régie) ;
 - 1 conseil d'exploitation (organe consultatif de contrôle et de proposition).
- Application des règles de la comptabilité publique,
- Budget propre voté par l'assemblée délibérante.

Le rôle du conseil d'exploitation est essentiellement consultatif et les décisions restent prises par le Conseil Communautaire.

B. La Régie à autonomie financière et personnalité morale

La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière est dénommée établissement public local (article L. 2221-10 du C.G.C.T).

C'est un établissement public autonome rattaché à la Collectivité (qui peut exercer son contrôle) :

- Création par délibération de l'assemblée délibérante (fixe les statuts le montant de la dotation initiale de la régie),
- Organes de gestion :
 - 1 conseil d'administration : délibère sur les questions relatives au fonctionnement et à l'activité de l'établissement (acquisition, location, passation et exécution des marchés) ;
 - 1 directeur : ordonnateur des dépenses et recettes, exécution des décisions du conseil d'administration (notamment marchés, contrats).
- Application des règles de la comptabilité publique ;
- Budget propre non annexé au budget de la Collectivité et voté par le conseil d'administration.

II. MODES DE GESTION EXTERNALISEE

La gestion externalisée peut se décomposer en deux grandes familles :

- les marchés publics : marchés de travaux/fournitures/services, marchés publics globaux (conception-réalisation, marchés publics globaux de performance...), marchés de partenariat.
- les concessions : concession de travaux ou de services (selon l'objet principal du contrat), qui peuvent ensuite se décliner en plusieurs formes contractuelles (affermage, concession notamment). La délégation de service public est une catégorie de contrat de concession de service public.

A. Le marché public

1. Marchés de travaux, fournitures ou services

Selon l'article L. 1414-1 du C.G.C.T. : « *Les marchés publics des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et de leurs groupements sont passés et exécutés conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique* ».

Aux termes de l'article L. 1111-1 du Code de la Commande Publique « *un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent.* »

Les marchés publics ont pour objet l'acquisition d'une prestation de travaux ou/et de services ou de fournitures. Ils supposent l'établissement d'un contrat d'une durée généralement relativement courte.

La rémunération du titulaire du marché est généralement assurée par une contrepartie financière, fixée dans le contrat, et directement versée par la personne publique en contrepartie immédiate de la prestation fournie.

Les risques vis-à-vis des tiers liés à la définition, à l'établissement et à la conservation des ouvrages après leur réception sont à l'entière charge de la personne publique.

Le prestataire de services ne prendra pas à son compte les risques d'exploitation, autrement dit, il importe peu pour celui-ci que la gestion génère des bénéfices ou des pertes. La Collectivité dans un tel montage demeurerait la seule responsable du résultat de l'exploitation financière du service.

Le contrat est un contrat dit « *d'exploitation* ». Dans ce contrat est confiée la gestion quotidienne du service public contre une rémunération versée généralement par la collectivité.

Par ce seul contrat, le titulaire du marché ne peut pas prendre à sa charge les investissements puisque dans un tel contrat l'ensemble des prestations est directement facturé dans leur totalité à la Collectivité.

Ce mode de gestion a pour avantage de permettre d'obtenir les compétences techniques et humaines que n'aurait pas nécessairement la Collectivité.

Il a aussi l'avantage de lier la Collectivité pour une durée optimale (dans les limites du principe de remise en concurrence périodique des contrats publics).

Le principal défaut d'un tel montage est toutefois de laisser les investissements à la charge financière de la Collectivité (en comparaison avec le montage de la délégation de service public [DSP] où les investissements peuvent être mis à la charge du concessionnaire et le risque d'exploitation est assuré par lui).

En outre, il n'est pas particulièrement motivant pour le gestionnaire dont la rémunération ne peut qu'être majoritairement fixe.

B. La Concession

L'article L.1121-1 du Code de la Commande Publique définit la concession de la manière suivante :

« Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. »

La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés. »

A noter, pour les contrats d'eau et d'assainissement, l'interdiction de versement de droits d'entrée par les concessionnaires tout comme la durée maximale de vingt ans.

La notion de concession regroupe plusieurs contrats différents :

- Contrat de concession de travaux (article L. 1121-2 Code de la Commande Publique) a pour objet :

« 1° Soit l'exécution, soit la conception et l'exécution de travaux dont la liste figure dans un avis annexé au présent code ;

2° Soit la réalisation, soit la conception et la réalisation, par quelque moyen que ce soit, d'un ouvrage répondant aux exigences fixées par l'autorité concédante.

Un ouvrage est le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique. »

- Contrat de concession de services (article L. 1121-3 Code de la Commande Publique) a pour objet ;

« La gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public.

Pour l'application du code général des collectivités territoriales, une concession de services ayant pour objet un service public passée par une ou plusieurs collectivités territoriales, établissements publics locaux ou leurs groupements est dénommée délégation de service public. Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service. »

- Lorsqu'un contrat de concession porte sur des travaux et des services, il est un contrat de concession de travaux si son objet principal est de réaliser des travaux article L. 1121-4 code de la commande publique).

Un contrat de concession se caractérise par le transfert de la gestion d'un service public à un opérateur, qui contrairement au marché public, se voit transférer un risque lié à l'exploitation du service.

Dès lors, pour qu'un éventuel contrat qui serait passé par la Collectivité dans ce cadre puisse être qualifié de contrat de concession, il conviendra de bien s'assurer que le concessionnaire ne bénéficie pas de compensation substantielle voire absolue des pertes qu'il pourrait rencontrer. Autrement dit, pour ce type de contrat, la Collectivité ne peut s'engager à couvrir les déficits de l'exploitant.

Dans le cadre d'une concession, la Collectivité peut se contenter de confier uniquement la gestion du service public mais elle peut confier également la réalisation d'investissements au concessionnaire en plus de la gestion du service public. Ces investissements permettent de faire financer par le partenaire privé des équipements alors que la Collectivité ne dispose pas des fonds nécessaires sachant qu'à la fin du contrat ces biens seront des biens de retour (qui reviennent à l'autorité délégante sans contrepartie financière en principe sauf éventuellement le reste des amortissements à réaliser).

Différentes solutions s'ouvrent donc à la Collectivité en cas de recours à la délégation de service public en fonction de la volonté de procéder elle-même aux investissements nécessaires au service ou au contraire de faire supporter la charge de ces investissements sur le concessionnaire.

La délégation de service public présente l'avantage de permettre de confier la gestion totale du service public à un même concessionnaire, spécialisé et expert dans le domaine.

De plus, le concessionnaire étant financièrement intéressé dans la réussite du projet puisqu'il supporte les risques d'exploitation, il a tout intérêt à ce que le service public soit correctement géré.

Par ailleurs, la délégation de service public présente un avantage financier évident puisqu'elle permet à la Collectivité de faire financer par l'opérateur des équipements qu'elle ne pourrait acquérir directement, faute de disposer des fonds nécessaires.

La contrepartie en revanche de cette prise en charge des investissements est que le contrat de concession est naturellement plus long puisque sa durée est en principe calquée sur celle des amortissements. A cet égard, il convient de noter que la durée des contrats de concession est limitée à cinq ans si aucun investissement n'est nécessaire.

On reproche souvent à la gestion par délégation que le contrôle de la personne publique sur le service soit faible. En réalité s'il est vrai que le concessionnaire — en tant qu'exploitant au quotidien du service — a de grandes libertés, ces dernières sont normalement encadrées et limitées par le contrat et le pouvoir de contrôle de la personne publique.

Il est possible en délégation de service public d'exercer un réel contrôle sur le service dès lors que le contrat est correctement rédigé et que l'autorité délégante, dès les débuts du contrat, marque sa présence dans le suivi au quotidien du bon déroulement du contrat.

III. AUTRES FORMES DE GESTION

A. La Société Publique Locale (SPL)

La Société publique locale est régie par les dispositions de la loi n°2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales, dont les dispositions ont été codifiées à l'article L. 1531-1 du C.G.C.T.

La loi procède à l'organisation de ces sociétés publiques locales (SPL) et institue leurs modalités d'intervention.

La SPL présente trois caractéristiques majeures :

- son capital est entièrement public,
- elle est détenue par plusieurs actionnaires publics (au moins deux),
- elle est constituée sous forme de société anonyme régie par le code de commerce.

Les SPL peuvent s'inscrire dans la définition de quasi-régie.

Pour cela, il faut que **la personne publique actionnaire exerce sur la SPL un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services**. Un tel contrôle doit, en outre, s'inscrire dans un lien de dépendance institutionnel très fort.

Par ailleurs, l'autorité concédante doit être titulaire de la compétence qui fait l'objet social de la SPL pour en être actionnaire.

De plus, la SPL doit réaliser au moins 80% de ses activités pour ses actionnaires.

Si ces conditions sont effectivement remplies, les collectivités territoriales et groupements actionnaires peuvent donc recourir, sans publicité ni mise en concurrence, à la SPL pour l'exploitation concédée de services ou pour l'attribution de marchés publics.

En revanche, si la SPL est amenée à passer des marchés avec des opérateurs économiques qui ne sont ni des pouvoirs adjudicateurs ni des quasi-régies, elle sera soumise aux dispositions du code de la commande publique.

B. La Société d'Economie Mixte Locale (SEML)

Il s'agit d'une société anonyme constituée par des capitaux publics et privés, régie, d'une part, par des dispositions relatives aux sociétés anonymes dans le Code de commerce, d'autre part, par des dispositions propres au sein du Code général des collectivités territoriales (article L. 1521-1 du C.G.C.T. et suivants).

La SEML dispose d'au moins deux actionnaires, dont l'un est obligatoirement une personne privée. Les collectivités locales doivent être majoritaires et détenir entre 50 et 85% du capital (article L. 1522-2 du C.G.C.T.).

Les SEML sont compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement et de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ainsi que toutes autres activités d'intérêt général. Leur champ d'action territorial n'est pas limité. Elles peuvent intervenir pour d'autres clients que leurs actionnaires ainsi que pour leur propre compte.

C. La Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOp)

La Loi n°2014-744 du 1er juillet 2014 a consacré en France une forme de coopération public-privé institutionnelle en créant la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP). Les dispositions relatives à la SEMOP sont codifiées aux articles L. 1541-1 et suivants du C.G.C.T.

La SEMOP est mono-contrat. Elle ne peut exercer ses activités que dans le cadre exclusif de l'unique contrat passé avec son actionnaire public.

Conformément à l'article L.1541-2 du C.G.C.T., *« la sélection du ou des actionnaires opérateurs économiques et l'attribution du contrat à la société d'économie mixte à opération unique mise en place sont effectuées par **un unique appel public à la concurrence respectant les procédures applicables aux contrats de concession ou aux marchés publics, selon la nature du contrat destiné à être conclu entre la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales et la société d'économie mixte à opération unique** ».*

La SEMOP est donc constituée pour un objet limité, à la fois dans le temps et dans son contenu, exclusivement à la mission confiée par le contrat attribué par la collectivité.

Par ailleurs la SEMOP peut être constituée par deux actionnaires au moins. L'actionnaire public d'une SEMOP peut être minoritaire puisque l'opérateur privé peut détenir jusqu'à 66 % du capital. Néanmoins, la présidence du conseil (d'administration ou de surveillance) est nécessairement assurée par un représentant de la collectivité ou du groupement (article L. 1541-1 III du C.G.C.T.).

D. Les quasi-régies

L'article L2511-1 du Code de la Commande Publique excluent de leur champ d'application les quasi-régies.

D'après ce texte, une personne morale de droit public ou privé peut être qualifiée de quasi-régie (SPL ; association, entre autres) lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1° Le pouvoir adjudicateur exerce sur la personne morale concernée un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services ;

2° La personne morale contrôlée réalise plus de 80% de son activité dans le cadre des tâches qui lui sont confiées soit par le pouvoir adjudicateur qui la contrôle, soit par d'autres personnes morales qu'il contrôle, soit par le pouvoir adjudicateur qui la contrôle et d'autres personnes morales qu'il contrôle ;

3° La personne morale contrôlée ne comporte pas de participation directe de capitaux privés au capital, à l'exception des formes de participation de capitaux privés sans capacité de contrôle ou de blocage requises par la loi qui ne permettent pas d'exercer une influence décisive sur la personne morale contrôlée.

Un pouvoir adjudicateur est réputé exercer sur une personne morale un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services, s'il exerce une influence décisive à la fois sur les objectifs stratégiques et sur les décisions importantes de la personne morale contrôlée. Ce contrôle peut également être exercé par une autre personne morale, qui est elle-même contrôlée de la même manière par le pouvoir adjudicateur.

IV. CHOIX DES SCENARIOS

Mode de gestion	Caractéristiques générales	Commentaires
<u>Régie dotée de la simple autonomie financière</u>	Service sans personnalité juridique et disposant d'un budget annexe voté par le conseil communautaire. Le pouvoir décisionnaire du conseil d'exploitation est restreint par rapport à une régie à personnalité morale. Son rôle est essentiellement consultatif.	Cette solution est envisageable mais nécessitera le recours à plusieurs marchés pour la réalisation de certaines prestations. La Collectivité assume les risques d'exploitation et doit financer immédiatement le coût des travaux.
<u>Régie à autonomie financière et personnalité morale</u>	Personne morale de droit public dotée d'une autonomie financière et disposant d'un budget distinct de celui de la Communauté d'agglomération. Le conseil d'administration dispose de pouvoirs élargis (vote le budget, etc.).	
<u>Marchés publics</u>	La Collectivité assure la responsabilité du service. Les prestations sont réalisées moyennant une rémunération au prestataire.	Peu adapté pour l'exploitation de l'intégralité des services. En revanche pour certaines parties du service (travaux notamment), ce mode de gestion pourra être combiné avec la régie. Nécessite de passer plusieurs marchés publics. La Collectivité assume les risques d'exploitation et doit financer immédiatement le coût des travaux, ce qui ne correspond pas aux souhaits de la Collectivité. Concernant le marché de partenariat et les marchés publics globaux, il ne semble pas que les conditions de recours à ces marchés publics particuliers soient remplies.
<u>Concession de service (en l'espèce délégation de service public) (sous forme d'affermage ou de concession)</u>	Le risque d'exploitation est supporté par le concessionnaire. Le concessionnaire se rémunère substantiellement sur les usagers. Dans l'hypothèse d'un affermage, la Collectivité assume le coût des travaux mais pas dans l'hypothèse	Mode de gestion adapté à l'exploitation d'un service public d'eau potable et d'assainissement. Permet de faire supporter le financement de certains travaux par le concessionnaire. En revanche, moindre maîtrise du

Mode de gestion	Caractéristiques générales	Commentaires
	d'une délégation des services publics sous forme de concession.	service par la collectivité qui peut néanmoins exercer un contrôle étroit sur le concessionnaire dans le cadre du contrat conclu.
<u>SPL / SEML / SEMOP</u>	Société anonyme (SA) à capital exclusivement public (SPL) ou mixte (SEML et SEMOp).	<p>Montages complexes.</p> <p>La SPL nécessite de trouver au moins un autre actionnaire public.</p> <p>Dans une SEML, la collectivité conserve indirectement la responsabilité globale des missions du service à travers sa participation majoritaire dans la SEML, et une part importante du risque.</p> <p>La SEMOP est constituée uniquement pour le contrat en question. Procédure relativement lourde pour une structure de courte durée. Correspond bien aux services publics à forte rentabilité.</p> <p>La mise en place d'une structure dédiée (quel que soit la structure choisie) est une procédure relativement longue et qui nécessite de trouver des actionnaires.</p> <p>La création de cette structure ne correspond pas au projet de la Collectivité.</p>

→ D'après ces différents éléments la délégation de service public et la régie semblent être les montages les plus adaptés au service.

IV. ANALYSE COMPARATIVE DES SCÉNARIOS

Compte tenu des principales caractéristiques des modes de gestion présentés plus haut, la délégation de service public et la régie semblent être les deux modes de gestion les plus adaptés.

Selon le mode de gestion choisi, les effets diffèrent pour le service public, notamment en ce qui concerne la gestion du personnel, la prise de risque ou encore l'économie du service.

Le tableau ci-dessous présente les principaux éléments qui distinguent les modes de gestion étudiés, à savoir la régie et la concession :

	REGIE	Délégation de service public
Critères techniques et de compétence	<p>Pour les services publics d'eau potable et assainissement un certain nombre de recrutements seraient nécessaires (notamment en services support). En cas de régie, la collectivité devrait donc prendre en compte le coût d'intégration de ces compétences, et les difficultés qui pourraient survenir dans les premières années de l'exploitation.</p> <p>Par ailleurs elle doit posséder les moyens nécessaires pour intervenir sur le périmètre en cas de crise.</p> <p>En revanche, le fait de gérer de manière totale les investissements et les renouvellements, l'entretien courant et la maintenance des installations, permet aux équipes d'avoir une connaissance complète et permanente du patrimoine et de son état.</p>	<p>Les concessionnaires disposent d'une organisation opérationnelle qui permet de mutualiser les moyens humains et techniques à l'échelle locale et régionale, tout en assurant une continuité de service 24 heures/24 et 365 jours/an.</p> <p>A cela, ils bénéficient également d'un accès plus aisé aux réseaux d'expertises (laboratoires, expertise financière...) et d'un accès aux technologies avancées découlant de leurs efforts en matière de recherche et développement.</p> <p>Néanmoins la collectivité dispose d'une maîtrise limitée de l'information relative à son patrimoine. Des moyens suffisants doivent être mis en place de manière à ce que la collectivité puisse assurer un suivi étroit des performances du service et de l'état du patrimoine.</p>
Critères de risques et de responsabilité	<p>Si la collectivité choisit d'exercer la totalité du service en régie, les risques qu'elle aura à supporter seront supérieurs à ceux qu'elle supporte actuellement : en plus des risques contentieux, toujours possibles, elle aura à assumer les risques liés à l'exploitation et les risques économiques.</p>	<p>En cas de délégation de service public, les services sont gérés aux risques et périls de l'exploitant.</p>

	REGIE	Délégation de service public
Traitement fiscal du service	Suite à l'instruction fiscale 3 A-9-10 du 29 décembre 2010, l'impact du mode de gestion sur le régime de TVA est neutre.	
Gestion du personnel	La Collectivité est en charge du personnel : responsabilité de l'encadrement et de la formation des personnels. Par ailleurs dans le cas d'un retour en régie, ce sont les dispositions de l'article L1224-1 du Code du travail qui sont applicables : transfert automatique des salariés affectés essentiellement au service avec l'intégralité de leur rémunération et avantages acquis.	Le concessionnaire détermine librement ses moyens en personnel . L'organisation de l'entreprise échappe bien souvent à la Collectivité délégante, et il peut y avoir une perte de moyens de proximité au regard des politiques de restructuration de l'entreprise. Sur la question du transfert de personnel, ce sont les dispositions de la convention collective ou du code du travail qui sont applicables, à savoir le transfert des salariés affectés au service considéré.
Critère sur le coût du service	Certaines charges d'exploitation des services se traduisent généralement en régie par des surcoûts induits par l'absence d'économies d'échelle que peuvent réaliser les concessionnaires : hypothèse de surcoût de +15% sur la sous-traitance, pièces et fournitures, informatique, engins et véhicules. Par ailleurs des investissements supplémentaires sont nécessaires pour le fonctionnement de la régie : logiciels, stock de pièces, financement du besoin en fonds de roulement.	L'exploitation des service délégués est axé sur une politique d'optimisation des coûts basée sur la mutualisation des moyens humains et matériels ce qui tend à favoriser des économies d'échelle. Cependant les délégations de service public intègrent des charges supplémentaires qui ne sont pas présentes en régie : frais de structure plus élevées, impôts sur les sociétés et impôts locaux, marge (3% pris en hypothèse). Le coût des services en DSP serait moindre par rapport à une régie de l'ordre de 10%.
Délai de mise en œuvre	La mise en place d'une régie peut être estimée entre 12 et 18 mois.	Le déroulement d'une procédure de délégation de service public dure généralement entre 6 et 8 mois.

V. ORIENTATION SUR LE MODE DE GESTION

Le choix à opérer par le conseil communautaire quant au mode de gestion à retenir pour la gestion des services publics de distribution de l'eau potable, l'assainissement collectif et l'assainissement non collectif sur le territoire de la commune de Châteauneuf Grasse, entre régie et délégation de service public, devra être effectué en fonction des avantages et inconvénients rappelés ci-avant.

Dans la mesure où, sauf concernant le service public d'assainissement non collectif, les services sont exploités par le biais de contrats de délégation de service public, un passage en régie serait envisageable mais présenterait certains inconvénients dont principalement :

- Des délais nécessaires pour structurer et organiser la régie ;
- Le fait de devoir reprendre le personnel des actuels délégataires affectés au service et s'approprier les services ;
- Des investissements de départ pour la mise en place d'une structure plus importante qui viennent augmenter le coût du service ;
- La pleine responsabilité de la Collectivité vis à vis des différents enjeux de la réglementation (gestion des risques, responsabilités civiles et pénales des élus et de la Collectivité, enjeux sanitaires et environnementaux, risques financiers, risques sociaux, ...),

Par ailleurs, nonobstant le fait que le service public de l'assainissement non collectif était, pour une période transitoire, géré en régie depuis fin 2020, il apparaît cohérent d'uniformiser le mode de gestion du service public de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif.

Par ailleurs, il apparaît opportun de conclure un contrat unique sur l'ensemble du territoire de la Commune de Châteauneuf Grasse portant à la fois sur la gestion du service public de distribution de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif car il permettra :

- ✓ D'unifier les services rendus aux usagers sur l'ensemble du territoire
- ✓ De réaliser des économies d'échelle et des mutualisations qui permettront de maîtriser les coûts de gestion (personnel, matériels, locaux, ...)
- ✓ De prendre en considération le lien évident entre les services (assiette de facturation, gestion des abonnés, action de communication, la gestion des branchements, ...)
- ✓ De rendre plus efficace le contrôle et suivi du contrat (1 seul interlocuteur)
- ✓ De transférer le risque d'exploitation sur le concessionnaire pour ce qui concerne l'assainissement non collectif ;

Il est donc proposé au Conseil communautaire de lancer une procédure d'attribution d'un contrat de concession de service public relatif à la gestion des services public de distribution d'eau potable, d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif sur le territoire de la commune de Châteauneuf Grasse pour les raisons suivantes :

- Maintenir et transférer (pour l'assainissement non-collectif) le risque d'exploitation sur le concessionnaire ;
- Assurer la qualité et la performance du service public ;
- Ne pas imposer à la CASA de reprendre les salariés des concessionnaires actuels ;
- Permettre de négocier les termes du contrat.

VI. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT DE DÉLÉGATION DES SERVICES PUBLICS D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

A. Objet

Il s'agit de la gestion des services publics suivants sur le territoire de la commune de Châteauneuf Grasse :

- Distribution de l'eau Potable
- Assainissement collectif (collecte des eaux usées)
- Assainissement non collectif

B. Les missions confiées au concessionnaire

L'exploitant des services publics « Eau » et « Assainissement » aura l'obligation de :

- Garantir la continuité du fonctionnement des services dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- Assurer l'exploitation, le contrôle et l'entretien des réseaux et infrastructures d'assainissement et d'eau potable ;
- Garantir la qualité de l'eau produite et distribuée ;
- Mettre en place une gestion performante du service sur les plans fonctionnel et patrimonial :
 - Système d'information géographique
 - Surveillance des réseaux (gestion des fuites)
 - Programmes de travaux (renouvellement et investissement)
 - Actions en matière de développement durable
- Assurer la gestion des abonnés
 - Etablissement de la facturation et du recouvrement des impayés
 - Accueil physique et gestion des appels,
 - Actions de communication

C. Les conditions financières d'exploitation des services

Le Concessionnaire se rémunérera substantiellement par la perception de recettes auprès des usagers. Sa rémunération sera donc substantiellement liée aux résultats d'exploitation des services. Le contrat devra mettre à la charge du Concessionnaire un véritable risque d'exploitation.

La rémunération du concessionnaire devra être précisée et détaillée par chaque service (eau potable, assainissement collectif et assainissement non collectif)

Le Concessionnaire versera à l'autorité délégante une redevance d'occupation domaniale en raison des avantages procurés à celui-ci par le fait de pouvoir exploiter le service. Les modalités du versement de cette redevance seront précisées dans la convention de délégation de service public.

D. Le régime des responsabilités

Le Concessionnaire gère les services à ses risques et périls (transfert d'un risque lié à l'exploitation). Il est responsable du bon fonctionnement des ouvrages et de la continuité du service, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Le Concessionnaire a l'obligation de couvrir ses responsabilités par la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurance de responsabilité civile, de dommages aux biens et/ou à l'environnement.

E. La durée du contrat

Les dispositions applicables en matière de durée que le cas échéant le futur contrat à attribuer devra respecter sont codifiées aux articles L.3114-7 et suivants et R.3114-1 et suivants du code de la commande publique.

La durée du nouveau contrat doit être déterminée en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire, sans pouvoir dépasser 20 ans, sauf examen préalable du représentant de l'Etat.

Les investissements correspondent aux investissements initiaux ainsi que ceux devant être réalisés durant la durée du contrat de concession, lorsqu'ils sont nécessaires à l'exploitation des travaux ou des services concédés. Sont notamment considérés comme tels les travaux de renouvellement, les dépenses liées aux infrastructures, aux droits d'auteur, aux brevets, aux équipements, à la logistique, au recrutement et à la formation du personnel.

Pour les contrats de concession d'une durée supérieur à 5 ans, la durée du contrat ne doit pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte-tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.

En l'espèce, il est proposé une durée de 7 ans.

La date prévisionnelle de démarrage de l'exploitation est fixée au 1^{er} janvier 2022.

F. Personnel

Le nouveau concessionnaire devra, le cas échéant, reprendre le personnel des concessionnaires titulaires des précédents contrats, dans les conditions fixées par la réglementation et la jurisprudence.

G. Contrôle, pénalités et sanctions

Le Concessionnaire devra satisfaire aux obligations définies et détaillées dans la convention de délégation des services publics concernant notamment la production de ses comptes et des indicateurs de la qualité du service rendu aux usagers.

Le contrat définira précisément les objectifs assignés au Concessionnaire, les informations que le Concessionnaire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont elle pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Un dispositif de pénalités sera prévu au contrat en cas de non-respect de ses obligations contractuelles par le concessionnaire.

La Collectivité pourra en outre exercer, le cas échéant, son pouvoir de sanction et prononcer le cas échéant la mise en régie provisoire du service, voire prononcer la résiliation pour faute du contrat dans les conditions qui seront fixées dans la convention de délégation de service public.

H. La fin du contrat

Toute reconduction tacite de la convention sera prohibée.

Le contrat pourra prendre fin à son arrivée à échéance normale ou de manière anticipée, pour faute du concessionnaire ou pour un motif d'intérêt général.

Dans cette dernière hypothèse, le concessionnaire aurait droit à indemnisation de l'intégralité du préjudice subi du fait de cette résiliation. La convention stipulera les modalités de calcul de cette indemnité.

En outre, la convention précisera les conditions relatives au sort des biens en fin de contrat selon leur qualification (biens de retour, de reprise ou biens propres).

Il est rappelé qu'en application de l'article L.3132-4 du code de la commande publique :

- Sont des biens de retour, les biens, meubles ou immeubles, qui résultent d'investissements du concessionnaire et sont nécessaires au fonctionnement du service public. Dans le silence du contrat, ils sont et demeurent la propriété de la personne publique dès leur réalisation, leur acquisition ou leur affectation à la concession pour ceux des biens qui appartenaient au concessionnaire avant la signature du contrat. Ils doivent en principe faire retour gratuitement à l'autorité concédante en fin de contrat, sauf résiliation anticipée ou absence d'amortissement total à l'arrivée à échéance normale du contrat.
- Sont des biens de reprise, les biens, meubles ou immeubles, qui ne sont pas remis au concessionnaire par l'autorité concédante de droit public et qui ne sont pas indispensables au fonctionnement du service public. Ils sont la propriété du concessionnaire, sauf stipulation contraire prévue par le contrat de concession. Ils peuvent être cédés à l'autorité concédante en fin de contrat, selon les stipulations contractuelles prévues sur ce point.
- Sont des biens propres, les biens qui ne sont ni des biens de retour, ni des biens de reprise. Ils demeurent la propriété du concessionnaire. Ils peuvent être rachetés par l'autorité

concedante en fin de contrat, aux conditions fixées contractuellement et/ou selon accord entre les parties.

La convention de délégation du service public précisera les conditions relatives au sort du personnel, des biens en fin de contrat.

VII. MODALITES DE PASSATION DU CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

Le contrat de concession de service public sera conclu avec organisation d'une procédure de publicité et de mise en concurrence dans les conditions fixées par les dispositions des articles L.3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique et des articles L.1411-1 et suivants du C.G.C.T.

Plus précisément, s'agissant d'un contrat ayant pour objet le service public de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif, la procédure mise en œuvre sera une procédure de publicité et de mise en concurrence allégée, en application des articles L.3126-1 et suivants et R.3126-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le choix du concessionnaire sera effectué aux termes de la procédure de mise en concurrence, par le choix de l'offre présentant le meilleur avantage économique global, en fonction des critères de sélection des offres fixés par l'autorité concédante, dans le respect des dispositions du code de la commande publique.

S'il est décidé de recourir à une procédure restreinte, un avis de concession sera tout d'abord publié au Journal officiel de l'Union européenne (ci-après JOUE), au Bulletin officiel des annonces des marchés publics (ci-après BOAMP) et dans une revue spécialisée du secteur de l'eau potable.

Un dossier de candidature sera mis à disposition des candidats qui le souhaitent sur le profil acheteur de la C.A.S.A.

Après ouverture et analyse des candidatures, la commission compétente dressera la liste des candidats admis à présenter une offre, après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Il est précisé que depuis l'entrée en vigueur de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, l'ouverture des candidatures ne relève plus expressément de la compétence de la commission de délégation de service public.

Au vu de l'avis rendu, les candidats admis à présenter une offre seront informés de cette possibilité et destinataires d'un dossier de la consultation constitué de l'ensemble des documents fournis par l'autorité concédante auxquels elle se réfère pour définir l'objet du contrat, les spécifications techniques et fonctionnelles, les conditions de passation et d'exécution du contrat, le délai de remise des offres et les conditions de tarification du service rendu à l'utilisateur.

Le dossier de la consultation contiendra notamment un règlement de la consultation, un cahier des charges de la concession et ses annexes, ainsi qu'une invitation à présenter une offre.

S'il est décidé de recourir à une procédure de publicité et de mise en concurrence ouverte, le dossier de la consultation sera directement mis à la disposition des candidats qui le souhaitent sur le profil acheteur de la plateforme www.marches-securises.fr. Ceux-ci remettront, dans le même temps, leur candidature et leur offre.

Après ouverture et analyse des offres déposées par les candidats admis à le faire, la commission compétente formulera son avis à l'attention du Président de la C.A.S.A. sur les candidats admis à négocier.

Au regard de cet avis, le Président, pourra librement organiser des négociations avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues à l'article L.3124-1 du Code de la Commande Publique. Cette négociation ne pourra porter ni sur l'objet du contrat, ni sur les critères d'attribution, les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation. Elle ne devra pas non plus conduire les soumissionnaires à modifier substantiellement leur offre.

A l'issue des négociations, le Président saisira l'assemblée délibérante du choix du concessionnaire auquel il aura procédé et lui transmettra un rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix du candidat et l'économie générale du contrat.

Le Conseil Communautaire délibèrera sur le choix du concessionnaire et le choix du contrat.

Après mise au point du contrat, le contrat pourra être notifié au concessionnaire retenu et signé. Il est précisé qu'en procédure allégée, l'information des candidats non retenus et le respect du délai de *standstill* imposé par les dispositions du Code de la Commande Publique (compris entre 11 et 16 jours suivant la notification du rejet des offres), interdisant de signer le contrat durant ce laps de temps, sont facultatifs.

A l'issue d'une période nécessaire de tuilage entre l'ancien et le nouveau concessionnaire, le démarrage de l'exploitation du service et de l'exécution du contrat pourra s'effectuer.

La publication d'un avis d'attribution est également facultative en matière de procédure allégée.

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_093
Nature : DE - Deliberations
Objet : Approvisionnement en eau potable et Assainissement collectif et non collectif commune de Châteauneuf Grasse - Principe de la concession de service public
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : jPvV7bU

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_093-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_093
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Approvisionnement en eau potable et Assainissement collectif et non collectif commune de Châteauneuf Grasse - Principe de la concession de service public
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_093-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_093-DE-1-1_2.PDF

N